



**Avant-projet
Programme d'action pour combattre l'insécurité alimentaireⁱ lors des crises prolongées
(CSA-A4A)**

Groupe de soutien technique, Rome, Février 2014

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| CONTEXTE ET PRINCIPE | 2 |
| OBJECTIF, OBJET, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PUBLIC..... | 4 |
| Objectif..... | 4 |
| Objet | 4 |
| Portée..... | 4 |
| Positionnement..... | 4 |
| Public | 5 |
| PRINCIPES D'ACTION | 6 |
| Introduction | 6 |
| Principes d'action..... | 6 |
| La voie à suivre | 17 |

PRÉFACE

[Sera rédigée après l'examen de l'avant-projet par le Groupe de travail à composition non limitée et après la Consultation mondiale.]

CONTEXTE ET PRINCIPE

1. Les catastrophes naturelles et les catastrophes causées par l'homme peuvent avoir des incidences directes sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations et des communautés particulièrement vulnérables. Ces dernières années, cette vulnérabilité a été exacerbée par des crises alimentaires et financières, ainsi que par des crises humanitaires de grande ampleur, telles que les sécheresses chroniques dans la Corne de l'Afrique et dans le Sahel.
2. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont particulièrement graves et persistantes, et frappent à une grande échelle dans les situations de crise prolongée. Sur la base des critères adoptés pour l'édition 2010 de l'état de l'insécurité alimentaire dans le mondeⁱⁱ, on estimait à environ 366 millions le nombre de personnes qui vivaient dans des situations de crise prolongée, parmi lesquelles environ 129 millions étaient sous-alimentées entre 2010 et 2012 (compte tenu d'estimations prudentes pour les pays pour lesquels on ne disposait pas de données). Ce chiffre représentait environ un cinquième du nombre total de personnes souffrant de l'insécurité alimentaire dans le monde, ou juste un peu plus de 40 pour cent du total si l'on exclut l'Inde et la Chine. Dans la région du Sahel, on estime en 2014 qu'une personne sur huit souffre de l'insécurité alimentaire, soit environ 20,2 millions de personnes, ce qui constitue une hausse impressionnante par rapport aux 11,3 millions de personnes qui étaient touchées en 2013ⁱⁱⁱ.
3. En 2012, la prévalence moyenne de la sous-alimentation dans les situations de crise prolongée était de 35 pour cent, contre 14 pour cent en Chine et en Inde prises ensemble, et contre 15 pour cent en moyenne dans le reste du monde en développement.
4. Aux fins du présent document, les expressions «contexte de crise prolongée», «situation de crise prolongée» et «crise prolongée» sont interchangeables. Ces expressions décrivent des contextes et des situations qui partagent certaines caractéristiques, mais pour lesquels il n'existe pas de définition acceptée par tous.
5. L'absence d'une ou plusieurs des caractéristiques énumérées ici dans un cas précis ne signifie pas forcément qu'il n'y a pas situation de crise prolongée, et aucune caractéristique ne suffit à elle seule à définir une crise prolongée. Une crise prolongée se caractérise notamment par: de multiples causes profondes, des catastrophes causées par l'homme et/ou naturelles récurrentes, sa durée ou longévité, des conflits et/ou de l'insécurité, la faiblesse de la gouvernance, des moyens d'existence non durables et vulnérables, de mauvais résultats en matière de sécurité alimentaire, une croissance agricole faible, une faible capacité institutionnelle publique et/ou informelle à répondre ou à faire face aux problèmes critiques. On comprend donc que les situations de crise prolongée peuvent être très différentes les unes des autres^{iv}.
6. Une crise prolongée peut être limitée à une zone géographique donnée d'un État ou d'un territoire, et peut ne pas toucher l'ensemble de la population. Les crises prolongées peuvent aussi présenter des aspects internationaux, régionaux et transfrontières, et avoir des incidences à ces trois niveaux.
7. De nombreuses évaluations et autres sources de preuve (voir l'annexe C) ont montré que les actuelles politiques et mesures sont souvent inefficaces pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées.
8. Ces politiques et mesures présentent souvent les imperfections suivantes, par exemple: leur approche est étroite et axée sur la satisfaction des besoins alimentaires immédiats; elles ont peu de retombées sur les causes profondes et sur la résistance aux chocs; elles sont mal

adaptées aux contextes; elles sont animées depuis l'extérieur, ce qui peut nuire aux priorités, aux capacités, aux besoins, aux stratégies et aux institutions du niveau local; les réponses qu'elles apportent, en particulier l'assistance d'urgence en réponse aux signaux d'alerte rapide, sont tardives ou n'arrivent pas au bon moment.

9. Ces imperfections s'expliquent notamment par les raisons suivantes: les analyses sont étroites (par exemple, on n'analyse ni les tendances historiques, ni les capacités existantes, ni les causes profondes); il n'y a pas de volonté de soutenir les communautés politiquement marginales; des intérêts commerciaux, politiques et institutionnels sont en jeu; les acteurs humanitaires et les acteurs du développement sont partagés sur les plans conceptuel, opérationnel et institutionnel et concernant les politiques (par exemple, le renforcement de la résilience est oublié).
10. Il est dans l'intérêt de tous de corriger ces imperfections. Non seulement la satisfaction des besoins alimentaires et des besoins en moyens d'existence durables est un droit humain fondamental, mais en plus la non-satisfaction de ces besoins a des incidences sur la croissance économique, sur la paix et sur la stabilité pour tous.
11. Il est nécessaire de transformer les politiques et les mesures pour mettre en place une approche complète de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées, qui permette non seulement de répondre aux besoins alimentaires immédiats, à court terme, mais aussi de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients, et de s'attaquer aux causes profondes du problème.
12. Les nombreuses évaluations des politiques et mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition mises en œuvre pendant des crises prolongées font ressortir des recommandations pour la transformation de ces politiques et mesures, par exemple:
 - Favoriser la mise en place d'une analyse à plusieurs parties prenantes de la situation et des réponses apportées qui soit une condition préalable au processus de prise de décision politique et qui soit protégée de ce processus.
 - Intégrer dans les politiques et programmes de développement des mesures permettant de s'attaquer aux causes profondes et de renforcer la résilience.
 - Investir dans des programmes de protection sociale en réponse aux crises, et renforcer les programmes existants.
 - Veiller à ce que la réaction humanitaire s'appuie sur la compréhension des politiques, institutions et capacités existantes.
 - Diversifier les possibilités d'intervention d'urgence afin qu'il soit possible d'adapter les mesures aux contextes.
 - Veiller à ce que les acteurs humanitaires puissent réagir rapidement et travailler dans le respect des principes humanitaires.
 - Créer une distance entre le processus de prise de décision politique et le déblocage des fonds (par exemple en mettant en place des systèmes de déblocage automatique des fonds en fonction des changements qui surviennent dans les indicateurs ou seuils critiques d'alerte rapide).
 - Sensibiliser le public aux avantages sociaux et économiques et aux avantages en termes de sécurité que présentent la prévention, l'atténuation et l'intervention rapide.
13. Les principes d'action fondés sur des éléments concrets arrêtés dans le présent document expriment la prise de conscience et le consensus politiques sur les imperfections de nombreuses politiques et mesures existantes, et sur ce qui doit être fait différemment. Comme le montrent les annexes, la pratique nous donne assez de preuves pour nous permettre de conclure qu'il est possible de modifier l'approche de la sorte. L'objectif du présent document est de générer l'engagement politique nécessaire pour transformer les politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition pendant les crises prolongées, et d'aplanir les contraintes politiques qui entravent cette transformation.

OBJECTIF, OBJET, PORTÉE, POSITIONNEMENT ET PUBLIC

Objectif

14. L'objectif général du CSA-A4A est de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations exposées à un risque de crise prolongée ou déjà touchées par une telle crise.

Objet

15. Le CSA-A4A cherche à obtenir de toutes les parties prenantes la volonté politique de haut niveau:
- de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et de répondre aux besoins immédiats dans les situations de crise prolongée;
 - de transformer les politiques, les mesures, les investissements et les mécanismes institutionnels en se fondant sur des éléments concrets, au moyen d'exemples et d'études de cas.

Portée

16. Les principes du CSA-A4A sont volontaires et non contraignants. Ils doivent être interprétés et mis en œuvre dans les conditions prévues par les systèmes nationaux et leurs institutions, comme il convient.
17. La partie 1 et la partie 2 font toutes deux partie intégrante du CSA-A4A. Les principes sont décrits dans la partie 1; la façon de les mettre en œuvre et des exemples sont présentés dans la partie 2.

Positionnement

18. Le CSA-A4A s'inscrit dans le cadre des actuelles orientations politiques et recommandations du CSA, présentées dans le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition», le point de vue adopté étant celui de la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées.
19. Le CSA-A4A doit être interprété et appliqué conformément aux obligations existantes découlant tant de la législation nationale que du droit international, et compte dûment tenu des engagements volontaires contractés en vertu des instruments internationaux et régionaux applicables. Ces principes complètent et étayent les initiatives nationales, régionales et internationales qui concernent les droits de l'homme ainsi que les initiatives visant à améliorer la gouvernance. Aucune disposition du CSA-A4A ne saurait être interprétée comme portant atteinte ou préjudice à l'une quelconque des obligations juridiques contractées par un État en application du droit international.
20. Le CSA-A4A est conforme à plusieurs grands principes et valeurs essentielles qui donnent un fondement à l'action. Ces principes et valeurs sont notamment: le respect de la dignité humaine, l'élimination ou l'atténuation des torts, le respect de la culture et des coutumes, la prise en compte des sexospécificités et l'égalité des sexes, la participation et la consultation, la transparence et l'ouverture, l'autonomisation, la responsabilité et l'état de droit^v. Ils s'ajoutent aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance^{vi}. Le présent document s'appuie aussi sur les trois piliers du développement durable (les piliers économique, environnemental et social), qui se renforcent mutuellement et qui sont au cœur du processus d'élaboration des objectifs de développement durable pour l'après-2015.
21. Plusieurs cadres internationaux revêtent, pour les acteurs qui y ont souscrit ou qui les ont approuvés, une importance particulière en raison de leur pertinence pour les situations de

crise prolongée. Les principes pertinents de ces cadres donnent des orientations sur les éléments suivants:

- i) l'engagement international et la façon de renforcer le rôle de la communauté internationale dans les situations de conflit et de fragilité de manière générale;
- ii) une véritable coopération en matière de développement entre les donateurs et les pays en développement, impliquant les principes d'appropriation, de concordance, d'harmonisation, de gestion axée sur les résultats et de responsabilité mutuelle;
- iii) la promotion du développement durable dans les situations de conflit et de fragilité, la conclusion de partenariats pour renforcer la résilience et réduire la vulnérabilité face aux situations difficiles, la lutte contre la corruption et les flux illicites, les liens entre le secteur privé et le développement, et le financement afférent au changement climatique;
- iv) les domaines d'action prioritaires s'agissant de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résistance des pays et des communautés face aux catastrophes.

Public

22. Le CSA-A4A est conçu pour toutes les parties prenantes qui s'attachent à combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées ou celles qui risquent d'être touchées, ou qui sont déjà touchées, par cette insécurité, parmi lesquelles, notamment:

- les communautés et populations touchées par l'insécurité alimentaire dans une situation de crise prolongée;
- tous les pouvoirs publics à tous les niveaux, y compris ceux des pays qui risquent d'être touchés, ou qui sont déjà touchés, par des crises prolongées et ceux des autres pays, dont les politiques et mesures peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, s'agissant notamment de la coopération et de l'aide internationales;
- les acteurs non étatiques se trouvant dans une situation de crise prolongée;
- les organisations intergouvernementales et régionales, y compris les institutions financières multilatérales aux échelons international et régional;
- les organisations de la société civile;
- les instituts de recherche, les universités et les organismes de vulgarisation;
- les entreprises, les fondations et les institutions financières privées (nationales ou étrangères), y compris les organisations et coopératives d'agriculteurs et de producteurs alimentaires, de toutes tailles.

23. Chaque groupe de parties prenantes peut utiliser les principes, mais l'on notera que chaque groupe a ses propres rôles et responsabilités. Les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes s'agissant de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et des mesures sont mis en évidence en *italiques* dans chaque principe. Ils sont également mis en évidence dans la section intitulée «La voie à suivre», à la fin de la partie 1. Les principes rendront les nombreux acteurs, à tous les niveaux, plus à même d'élaborer des politiques et mesures judicieuses et concrètes pour combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, et permettent de recenser les grands domaines sur lesquels concentrer les efforts pour favoriser l'apparition d'environnements propices à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans ces contextes.

24. Les principes sont conçus pour que les membres et participants du CSA les intègrent et les incorporent dans leurs politiques et mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, en particulier au niveau national.

PRINCIPES D'ACTION

Introduction

25. La partie 1 présente dix «principes d'action» qui guideront l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et mesures visant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations de crise prolongée.
26. Avec ces principes, l'objectif est de changer la façon dont on fait les choses aujourd'hui afin de s'attaquer aux causes profondes et aux effets de l'insécurité alimentaire aiguë, de contribuer à faire sortir les populations de l'insécurité alimentaire chronique en créant des moyens d'existence plus résilients, et de veiller à ce que les réponses apportées soient plus rapides et judicieuses. Créer des moyens d'existence résilients nécessite d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.
27. Pour atteindre ces objectifs de base, il faut exploiter au mieux les perspectives et les ressources des acteurs de l'aide humanitaire et du développement, pour maximiser les possibilités et atténuer les clivages contre-productifs. Les différentes interventions en faveur d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition pourront ainsi s'enchaîner, se superposer et se combiner de façon plus stratégique.
28. Le concept de résilience permet déjà d'établir des liens entre les actions humanitaires et les actions de développement, et de veiller à la mise en place d'une approche globale de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il est actuellement au cœur de débats politiques de différentes organisations et constitue l'élément central d'interventions de grande ampleur, souvent bien financées. Bon nombre de membres et de participants du CSA adoptent de plus en plus, dans leurs politiques et mesures, une approche fondée sur la résilience, comprenant que la relation entre les actions humanitaires et les actions de développement est plus complexe et plus dynamique qu'une simple «transition» des unes vers les autres.
29. Plusieurs caractéristiques communes et principes centraux de la notion de résilience ont été recensés, et les initiatives à plusieurs parties prenantes axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des contextes de crise prolongée s'appuient sur des compréhensions communes de ces concepts. Cet aspect est approfondi à l'annexe D.
30. Il devient évident que l'approche axée sur la résilience présente plusieurs avantages. En effet, celle-ci permet aux parties prenantes, par exemple:
 - d'élaborer des programmes de développement qui tiennent compte de l'incertitude et de l'instabilité, pour protéger les acquis;
 - de concevoir des programmes humanitaires en ayant l'objectif de développement durable à l'esprit;
 - de faire éventuellement des économies en réduisant les dépenses humanitaires, en évitant des pertes et en obtenant des acquis du développement;
 - de contribuer au soutien des interventions qui font le lien entre secours et développement;
 - de compléter les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation dont disposent les populations touchées, plutôt que de nuire à ces capacités;
 - d'obtenir un point d'entrée leur permettant de s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes de la malnutrition, de manière globale, tant depuis l'angle humanitaire que depuis l'angle du développement.

Principes d'action

31. **Principe 1** – Respecter les actuelles obligations internationales humanitaires et dans le domaine des droits de l'homme et s'appuyer sur les orientations politiques du CSA, en mettant l'accent sur la protection de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées.

- i) Garantir la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées nécessite de remettre l'accent sur la protection fondée sur les droits de l'homme. Il a été apporté des innovations dans les modalités de fourniture de l'assistance aux populations touchées lors des crises prolongées qui sont tributaires de la culture, du bétail, du poisson, des forêts et des autres ressources naturelles, avoirs et capacités disponibles pour leur sécurité alimentaire et leur nutrition. Au vu des menaces qui planent sur les populations pauvres et marginales et sur leurs avoirs, les marchés, les services publics et les infrastructures, il convient d'adopter un programme de protection pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, fondé sur les cadres et obligations internationaux dans le domaine humanitaire et dans le domaine des droits de l'homme.
- ii) En faisant respecter le droit à une nourriture suffisante et les principes y afférents qui fondent les droits de l'homme (participation, responsabilité, non-discrimination, transparence, dignité humaine, autonomisation et état de droit) lors des crises prolongées, on peut améliorer le ciblage, l'efficacité, l'efficacé et la durabilité des actions humanitaires et de développement, et favoriser la cohérence entre ces deux types d'actions.
- iii) Adopter une approche fondée sur les droits de l'homme implique de comprendre les obligations de protection des droits de l'homme et les facteurs qui alimentent les violations de ces droits, ainsi que les mécanismes de réaction correspondants qui favorisent les droits et protègent ceux qui doivent en jouir.
- iv) La création de moyens d'existence résilients est une approche centrée sur la population. Il en découle qu'il faut respecter les droits des personnes et des groupes, et mettre en place les capacités requises pour la concrétisation des droits de l'homme, et notamment le droit à une nourriture suffisante.
- v) Les principes humanitaires doivent être respectés par toutes les parties intervenant dans les situations de crise prolongée. Les notions d'élimination ou d'atténuation des torts et de responsabilité à l'égard des populations touchées peuvent constituer des points de départ pour des approches plus élaborées s'appuyant sur des cadres relatifs aux droits de l'homme approuvés au niveau international. Il convient d'étudier comment équilibrer au mieux les besoins humanitaires et la nécessité de travailler avec les pouvoirs publics nationaux en vue du renforcement des capacités et de la gestion des risques.
- vi) L'absence de bonne gouvernance est l'une des caractéristiques essentielles des crises prolongées; dans ces cas de figure, la redevabilité peut être faible et il est nécessaire de renforcer et d'appuyer les mécanismes qui doivent permettre de veiller au respect et à l'application des obligations existantes sur le plan humanitaire et concernant les droits de l'homme. Il convient de mettre en place des mécanismes pour suivre, recenser et lutter contre les violations perpétrées par les États et d'autres parties prenantes.
- vii) Le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition offre un cadre général et est un document de référence unique contenant des conseils pratiques sur les recommandations essentielles concernant les stratégies, les politiques et les interventions de sécurité alimentaire et de nutrition qui ont été validées par la prise en main, la participation et la consultation de grande ampleur que permet le CSA. Il fournit des orientations pour permettre aux multiples parties prenantes de mieux coordonner et synchroniser leurs interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, dans tous les contextes, y compris les situations de crise prolongée, et favorise la mise en place d'approches fondées sur les droits de l'homme.

32. Principe 2 – Faciliter l'adoption de politiques et de mesures nationales pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qui seront élaborées, mises en œuvre et évaluées avec la participation active de toutes les parties prenantes.

- i) *Les pouvoirs publics nationaux* sont responsables au premier chef de la sécurité alimentaire et de la nutrition de leurs citoyens. Ils doivent s'approprier l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et mesures nationales, et créer un environnement

propice aux actions menées au niveau des communautés, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ils doivent veiller à ce que les politiques soient inspirées par les besoins et les intérêts de tous les citoyens, en particulier de ceux qui sont les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

- ii) Les pouvoirs publics doivent rendre des comptes d'abord et avant tout à leur propre population, et pas aux autres pouvoirs publics; le principe d'appropriation des politiques par les pays va dans le sens de cette logique. *Les partenaires de coopération extérieurs* doivent fournir un appui selon des modalités conformes aux politiques et aux plans nationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition qui ont été élaborés avec plusieurs parties prenantes.
- iii) L'appropriation des politiques par les pays implique de faire participer plusieurs parties prenantes, en donnant la priorité aux personnes et aux communautés les plus touchées par l'insécurité alimentaire, afin de veiller à ce que les politiques et les mesures soient centrées sur la population, respectent et favorisent les approches fondées sur les droits de l'homme et bénéficient d'une large adhésion. *Toutes les parties prenantes*, qu'il s'agisse de pouvoirs publics nationaux, de partenaires de coopération ou encore d'organisations internationales, par exemple, doivent veiller à la participation de plusieurs parties prenantes. Lorsqu'il y a plusieurs parties prenantes, il faut donner la priorité aux parties prenantes nationales pour les politiques, la coordination et les essais. *Les pouvoirs publics nationaux et les partenaires de coopération* doivent fournir l'appui et les ressources nécessaires pour permettre la participation de toutes les parties prenantes, par exemple les chefs traditionnels, les organisations à assise communautaire et les groupes de femmes, entre autres, dans les communautés touchées.
- iv) Dans les contextes de crise prolongée, les capacités institutionnelles nationales sont souvent compromises et inadaptées, et ne permettent pas aux responsables de faire face à la situation. Ce n'est cependant pas une excuse valable pour contourner les structures nationales. *Les partenaires de coopération* doivent respecter les principes qui sous-tendent l'appropriation des politiques par les pays, laquelle doit être un fil rouge pour une aide efficace et des solutions à long terme. Cette logique implique que les pays s'approprient leur développement, y compris la vision, les priorités, les stratégies, la mise en œuvre et, si nécessaire, le renforcement des capacités pour atteindre cet objectif.
- v) Il peut être particulièrement difficile d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans des contextes de conflit et de fragilité. Lorsque les institutions nationales ou intérieures sont tombées en déliquescence, et lorsque la gouvernance est faible, il peut être difficile de trouver les bons partenaires nationaux et les bons points d'entrée pour les interventions. Par ailleurs, il se peut que les partenaires et les pouvoirs publics locaux soient exclus, soit parce qu'ils sont impliqués dans un conflit violent qui exacerbe l'insécurité alimentaire, ou sont perçus comme des parties à ce conflit, soit parce qu'ils ne sont pas en mesure, pour toute une série de raisons possibles, de s'attaquer aux facteurs sous-jacents et aux causes profondes de l'insécurité alimentaire.

33. **Principe 3** – Garantir et soutenir des analyses exhaustives de la situation et des réponses apportées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur lesquelles fonder des politiques et mesures globales.

- i) Bien souvent, les analyses de la sécurité alimentaire lors des crises prolongées portent uniquement sur les impacts des risques naturels ou des chocs sur la disponibilité des aliments et sur la capacité des populations à satisfaire leurs besoins alimentaires. Cette approche étroite ne permet pas de rendre correctement compte des causes politiques, économiques et institutionnelles de la vulnérabilité des moyens d'existence et de l'insécurité alimentaire, pas plus que des stratégies de subsistance et d'adaptation ou de la résilience des populations touchées. Cela contribue à l'adoption de politiques et de mesures étroites et portant sur le court terme, qui aident peut-être à la satisfaction des

- besoins immédiats mais qui ne permettent pas de s'attaquer aux causes profondes et qui, dans certains cas, peuvent même exacerber et prolonger les crises.
- ii) *Toutes les parties prenantes* doivent veiller à l'exhaustivité de leurs analyses afin que les politiques et les programmes mis en place permettent de s'attaquer aux causes profondes, de créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et durables et de répondre aux besoins immédiats.
 - iii) La réalisation d'analyses exhaustives des moyens d'existence, de la sécurité alimentaire et de la nutrition suppose que les différents acteurs humanitaires et de développement, en particulier les personnes les plus touchées par les crises, procèdent à des évaluations et à un suivi communs et coordonnés. *Les pouvoirs publics nationaux* doivent veiller à ce que les analyses portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition soient intégrées dans les évaluations plus larges portant sur la pauvreté, la fragilité, les risques et la situation humanitaire.
 - iv) Chaque fois que c'est possible, *les pouvoirs publics et les autres parties prenantes nationales* doivent s'approprier, diriger et coordonner les processus d'évaluation et d'analyse à plusieurs parties prenantes. Il est essentiel de permettre la participation de toutes les parties prenantes pertinentes aux évaluations et aux analyses afin de dégager un consensus sur la situation et sur les politiques et les mesures qu'il convient de prendre.
 - v) *Toutes les parties prenantes* doivent chercher l'objectivité et l'impartialité dans leurs analyses. Force est cependant de reconnaître qu'en réalité, les parties prenantes ont souvent leurs propres intérêts et leurs propres préconceptions politiques, institutionnelles et autres. Le recours à des normes et protocoles communs, acceptés au niveau international, permet de faire de l'analyse de la situation un processus technique et facilite l'examen par les pairs entre les parties prenantes.
 - vi) Les analyses exhaustives doivent porter notamment sur les points suivants: les politiques et mesures mondiales et régionales qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire aux niveaux national et sous-national; les environnements politique, institutionnel et de sécurité aux niveaux national et local (répartition du pouvoir et de la richesse, politiques et réglementations publiques, capacités institutionnelles, marchés, etc.), en particulier dans la mesure où ces aspects ont une influence sur la sécurité alimentaire et la sécurité des moyens d'existence; la situation en matière de vulnérabilité (chocs, risques, saisonnalité, etc.); les avoirs et stratégies de subsistance des populations, leurs stratégies d'adaptation, la résistance des ménages aux chocs naturels et causés par l'homme, ainsi que les résultats tels que la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus; la santé et l'état nutritionnel.
 - vii) Dans toutes les crises prolongées, mais en particulier dans les situations de conflit, il est essentiel de comprendre les systèmes formels et informels de gouvernance et de gestion des terres et des autres ressources naturelles. Il convient dès lors d'analyser le rôle des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles, et les mécanismes mis en place en la matière, et de procéder à une analyse participative, portant sur les deux sexes et sur les différentes parties prenantes, afin de recenser l'ensemble des droits (coutumiers ou autres) des différents acteurs par rapport à une ressource et les modalités d'accès à cette ressource.
 - viii) En cas de conflit violent, il est essentiel que les *partenaires de coopération extérieurs* combinent les analyses du conflit et de l'économie politique et les analyses de la sécurité alimentaire. Les politiques et les programmes auront plus d'impact sur la paix et la sécurité alimentaire si ceux qui les conçoivent tiennent compte des relations entre ces questions.
 - ix) *Toutes les parties prenantes* doivent entreprendre une analyse détaillée et ventilée afin de comprendre les incidences différentes qu'ont les crises sur la sécurité alimentaire et la nutrition des différents groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées, les groupes minoritaires et les groupes marginalisés, et afin de faire apparaître également les différences entre les contextes ruraux et les

contextes urbains. Les analyses doivent porter sur les rôles attribués aux hommes et aux femmes et sur les relations entre les sexes, afin d'étayer des interventions visant à soutenir l'autonomisation et la citoyenneté des femmes et l'égalité des sexes de manière plus générale.

- x) Il est essentiel de suivre régulièrement les changements qui surviennent dans les modes de subsistance et les stratégies d'adaptation lors des crises prolongées, en s'appuyant sur des lignes de référence. Il est fondamental d'opérer ce suivi pour mettre en place des réactions efficaces afin de s'attaquer aux faiblesses et de renforcer la capacité des ménages et des communautés à faire face aux chocs.
- xi) Dans les situations de crise prolongée, le manque de données nationales exhaustives est souvent un problème. Il convient d'analyser et, selon les besoins, d'améliorer progressivement la capacité statistique et la capacité de collecte de données des interlocuteurs nationaux.
- xii) Toute une série de politiques et de programmes sont nécessaires et disponibles dans les situations de crise prolongée (voir le principe 4). Il n'existe pas de solution unique. Il est nécessaire de mettre en place une procédure d'analyse des réactions et de prise de décision à plusieurs parties prenantes, qui s'appuierait sur une analyse de la situation fondée sur des éléments concrets, afin de faire les choix utiles et efficaces.

34. Principe 4 – Concevoir, soutenir et mettre en œuvre des politiques et mesures exhaustives et axées sur la résilience pour s'attaquer à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les contextes de crise prolongée.

- i) Les politiques et mesures exhaustives pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les situations de crise prolongée doivent viser à la prévention de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans ces situations en contribuant à l'élimination des causes profondes et structurelles du problème (parmi lesquelles les conflits, la mauvaise gouvernance et les faiblesses institutionnelles); à la protection et à la création de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients et durables pour atténuer les incidences des crises; et à la préparation aux crises pour veiller à ce que les réactions soient rapides et appropriées.
- ii) L'action sur deux fronts, qui figure parmi les «Principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable» et qui est mentionnée dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, décrit les mesures qu'il faut prendre pour: i) lutter de manière immédiate contre la faim et la malnutrition dont souffrent les plus vulnérables et ii) renforcer la résilience et s'attaquer aux causes profondes de la faim.
- iii) Ce modèle est particulièrement pertinent dans les situations de crise prolongée et les mesures proposées doivent être appliquées et adaptées selon les besoins. Les mesures de soutien vital en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sont les éléments constitutifs sur lesquels on peut élaborer des programmes et interventions de renforcement de la résilience à grande échelle de façon à atteindre les personnes les plus vulnérables et à contribuer à préserver les gains éventuellement déjà engrangés en termes de résilience. Il convient de synchroniser et d'entreprendre de manière coordonnée différents types d'interventions, en se fondant sur l'expérience de toutes les parties prenantes, afin de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et de concrétiser progressivement le droit à une nourriture suffisante lors des crises prolongées.
- iv) *Les pouvoirs publics* doivent veiller à l'intégration des politiques et mesures exhaustives de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans des politiques et programmes de développement nationaux et régionaux plus larges. Les échecs essuyés lorsqu'il s'agit de s'attaquer aux causes profondes et de renforcer la résilience sont des échecs des politiques et des acteurs du développement. *Les pouvoirs publics des pays touchés par des crises prolongées et les autres acteurs du développement* doivent assumer une plus grande responsabilité en vue de l'élimination des causes profondes et

de la promotion de moyens d'existence et de systèmes alimentaires résilients lors des crises prolongées.

- v) L'élaboration de programmes en vue de la création de moyens d'existence résilients pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition poursuit plusieurs objectifs: répondre aux besoins de base et contribuer à la protection des civils (fourniture de moyens d'existence), protéger les avoirs et aider à leur récupération (protection des moyens d'existence) ou encore améliorer les stratégies en renforçant les institutions et en influant sur les politiques (promotion des moyens d'existence).
- vi) On a souligné dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition l'importance de la protection sociale et de la réduction des risques de catastrophe lorsqu'il s'agit de «relier les deux fronts». Ces approches sont particulièrement importantes dans les crises prolongées pour protéger et pour créer des moyens d'existence et des systèmes résilients. *Les acteurs humanitaires* doivent contribuer au renforcement du degré de préparation afin qu'il soit possible de renforcer les systèmes de protection sociale à long terme et de réduction des risques de catastrophe en réaction aux chocs et aux dangers cycliques, qui sont monnaie courante lors des crises prolongées.
- vii) Parmi les autres possibilités programmatiques, on peut citer des méthodes innovantes d'achat pour l'aide alimentaire, des investissements dans les moyens d'existence agricoles et non agricoles, l'association avec le secteur privé, le recours à des programmes de transferts en espèces, des interventions en espèces et l'alimentation thérapeutique, dans les communautés, pour traiter la malnutrition aiguë.
- viii) Les interventions de sécurité alimentaire doivent tenir compte de la nutrition, c'est-à-dire être conçues pour permettre une amélioration de l'état nutritionnel. Cet aspect est essentiel pour le renforcement de la résilience: des personnes bien nourries sont en meilleure santé, sont plus productives et sont capables de faire face aux chocs et aux facteurs de stress qui peuvent apparaître.
- ix) Lors de la conception et de la mise en œuvre des politiques et des mesures, il convient de prêter une attention particulière aux besoins nutritionnels des mères, notamment les femmes enceintes et qui allaitent, et des jeunes enfants, en particulier entre la conception, la phase d'alimentation complémentaire et l'âge de deux ans.
- x) Les politiques et mesures doivent tenir compte des incidences de la saisonnalité sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- xi) La recherche agronomique pourrait jouer un rôle important dans la revitalisation des institutions et organisations de producteurs locales et rurales en vue de la création de moyens d'existence durables et résilients, l'objectif étant de lutter contre l'insécurité alimentaire et de contribuer à la revitalisation de la société par le transfert de connaissances, de l'innovation et de la technologie.
- xii) Chaque fois que c'est possible, il faut renforcer la recherche participative, la vulgarisation et les services agricoles, en particulier lorsqu'ils visent à répondre aux besoins spécifiques des petits exploitants et des exploitants familiaux, et notamment des agricultrices et des jeunes.
- xiii) Pour que les interventions soient adaptées au contexte et aux capacités locales, il convient de favoriser une technologie qui fonctionne au sein des communautés et avec celles-ci, de façon à accroître la productivité, à diversifier la production, à améliorer la valeur nutritive et à renforcer la résilience dans le respect des principes du développement durable.
- xiv) Les politiques et mesures visant à prévenir l'insécurité alimentaire et la malnutrition et à protéger et à créer des moyens d'existence et des systèmes alimentaires résilients et durables sont souvent négligées lors des crises prolongées, alors qu'il est possible de les mettre en place. Les principes 5, 6 et 7 recensent des points particulièrement importants dont il convient de tenir compte à cet égard.

35. Principe 5 – Préserver l'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources naturelles, en favorisant une gouvernance stable et équitable des droits sur les terres et les autres ressources naturelles avant et pendant les crises prolongées, ainsi qu'au sortir de ces crises.

- i) Les ressources naturelles sont l'élément de base fondamental de nombreux moyens d'existence dans les situations de crise prolongée, tant pour la survie que pour la récupération. L'accès des petits producteurs d'aliments et des exploitants familiaux aux avoirs productifs et aux ressources qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition est à la fois important et critique lors des crises prolongées. C'est là un élément clé pour la lutte contre la faim et la pauvreté et pour l'amélioration des moyens d'existence ruraux, ainsi que pour l'amélioration de la santé et de l'éducation et pour la mise en place d'un développement durable sur les plans social, économique et environnemental.
- ii) Fournissant subsistance et ressources naturelles, et apportant un sentiment d'appartenance et d'identité, la terre a souvent un profond sens politique, socioéconomique, émotionnel et symbolique pour les populations, ce qui en fait une ressource pouvant donner lieu à des affrontements. Les crises prolongées peuvent faire passer l'accès inégal aux terres du statut de source structurelle de pauvreté à celui d'effet multiplicateur de conflits. Les différends relatifs aux droits sur la terre et les ressources naturelles peuvent alimenter et déclencher des conflits et sont un des problèmes les plus complexes qu'il faut régler lors des crises prolongées. En veillant à ce que les interventions de sécurité alimentaire règlent de façon permanente les inégalités entre les groupes, en particulier s'agissant de la terre, l'on pourrait réduire le risque de conflits violents.
- iii) *Toutes les parties prenantes* doivent éviter les actions qui dégradent des ressources naturelles essentielles aux moyens d'existence et qui pourraient entraver l'accès à ces ressources. Elles doivent chercher à obtenir les conditions de sécurité publique qui permettent aux agriculteurs, et en particulier aux femmes, d'accéder aux terres pour les cultures et les récoltes, qui permettent aux personnes d'accéder aux marchés pour acheter et vendre des produits, et qui permettent aux personnes d'accéder à leurs familles et à leurs réseaux sociaux afin de s'entraider. Elles doivent adopter des mesures proactives pour protéger les femmes contre la violence physique liée aux ressources et contre les autres risques pesant sur leur sécurité.
- iv) La stabilité environnementale, les conflits et la sécurité alimentaire sont influencés par les régimes fonciers, et influencent ces régimes. Une gestion efficace des terres et des ressources naturelles peut favoriser la consolidation de la paix (c'est-à-dire réduire le risque de rechute dans un conflit et/ou des troubles sociaux), soutenir le développement et améliorer la sécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée. Le fait de négocier une gestion responsable des ressources communes (par exemple l'eau, la terre ou les forêts) pourra faciliter la conclusion d'un accord sur d'autres questions auxquelles il est trop difficile de s'attaquer dans un premier temps.
- v) Il convient d'élaborer des lignes directrices pour tous les acteurs pour la gestion et le partage de ressources rares en s'appuyant sur l'analyse du rôle des communautés locales et sur les mécanismes traditionnels que celles-ci appliquent. Il convient aussi de favoriser la participation des femmes dans les structures formelles et informelles de prise de décision ainsi que dans les procédures de gouvernance liées à la gestion des ressources naturelles.
- vi) Aux côtés des communautés locales, il convient de faciliter l'adaptation des mécanismes traditionnels aux changements qui surviennent dans le contexte immédiat, par exemple les incidences démographiques, transfrontières, climatiques et autres.
- vii) Dans les situations de crise prolongée, les femmes sont souvent d'abord et avant tout chargées de satisfaire les besoins en eau, en nourriture et en énergie des ménages et des communautés. Il convient d'exploiter la possibilité que représentent les rôles des femmes dans la gestion des ressources naturelles afin d'éviter de perpétuer les

inégalités et de ne pas entraver la reprise après une crise prolongée; les femmes recèlent un potentiel inexploité en tant que moteurs de la revitalisation économique.

- viii) Il faut cibler les femmes du secteur traditionnel, dont le soutien économique est essentiel pour leurs familles et leurs communautés et qui, avec les aînés, ont souvent beaucoup de poids dans les situations de conflit, et travailler avec ces femmes. Il faut chercher à mettre en place des interventions visant à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à la gestion durable des ressources naturelles afin d'améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la consolidation de la paix.
- ix) Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale doivent être appliquées comme il convient. Ces Directives fournissent des orientations pertinentes en réponse au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux conflits. Elles englobent les obligations au titre du droit national et du droit international, compte dûment tenu des engagements volontaires pris au titre des instruments régionaux et internationaux applicables.

36. Principe 6 – Admettre et mieux comprendre la relation qui unit conflit violent et insécurité alimentaire et nutritionnelle; favoriser la mise en place de solutions pour la sécurité alimentaire et la nutrition et intégrer ces solutions dans les efforts liés à la consolidation de la paix, à l'administration de la justice en période de transition et à la gouvernance.

- i) Il faut admettre l'impact négatif que le conflit violent et l'insécurité ont sur la sécurité alimentaire et la nutrition, tant sur les moyens d'existence ruraux que sur les moyens d'existence urbains, et admettre aussi que l'insécurité alimentaire peut avoir un effet multiplicateur sur les menaces et/ou alimenter le conflit et l'insécurité. La violence peut conduire à l'insécurité alimentaire, et peut être alimentée par cette dernière.
- ii) Il est essentiel de mettre en œuvre, aux niveaux national, régional et mondial, des interventions et stratégies de consolidation de la paix, d'amélioration de la gouvernance, de réduction de la fragilité et d'administration de la justice en période de transition pour sortir des crises prolongées et pour créer des environnements institutionnels propices pour des systèmes alimentaires viables qui soutiendront la sécurité alimentaire et la nutrition. Les organisations internationales doivent encourager la consolidation de la paix et la résolution des crises prolongées, et nombre des interventions nécessaires ont trait à l'insécurité alimentaire. Les acteurs compétents en matière de sécurité alimentaire sont encouragés à mener dans toute la mesure possible des processus d'atténuation des conflits et d'autres processus similaires, en adoptant des mesures qui intègrent la question des conflits.
- iii) Par ailleurs, les programmes de sécurité alimentaire peuvent avoir des retombées positives au-delà du contexte de la lutte contre la faim et la malnutrition dans les populations touchées par les crises prolongées, et offrir des possibilités qui dépassent ce contexte. L'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition peut contribuer à la réalisation des objectifs de consolidation durable de la paix, notamment du fait du renforcement de la cohésion et de la participation sociales, de l'équité, des capacités, de la confiance et de la légitimité.
- iv) Des programmes bien conçus et pilotés par les communautés peuvent améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, en atténuant les tensions et les facteurs de conflit, en renforçant la confiance, en recensant et en éliminant les causes, en empêchant l'aggravation de l'insécurité alimentaire, en redonnant un sens de «normalité» et en ouvrant la voie à une reprise fondée sur des moyens d'existence plus durables.
- v) *Les pouvoirs publics nationaux* et les partenaires de coopération doivent veiller à ce que les initiatives nationales, gérées et mises en œuvre par les pays, visant au soutien de la transition vers la stabilité, reflètent correctement et clairement les considérations de sécurité alimentaire.

37. Principe 7 – Soutenir activement les capacités institutionnelles et la bonne gouvernance et veiller à l'existence de celles-ci.

- (i) *Les pouvoirs publics nationaux* doivent poursuivre les objectifs de bonne gouvernance. On rappellera à cet égard que la bonne gouvernance est essentielle pour la concrétisation de tous les droits de l'homme, y compris l'élimination de la pauvreté et la garantie de moyens d'existence satisfaisants pour tous.
- (ii) Les facteurs structurels, parmi lesquels les institutions en faillite, sont souvent à la base des crises prolongées, et jouent aussi un rôle important dans l'entretien de ces crises. Une mauvaise gouvernance et une capacité institutionnelle faible figurent parmi les principales caractéristiques des crises prolongées, qui font payer un lourd tribut aux institutions informelles et qui peuvent sérieusement affaiblir les réseaux sociaux qui, autrement, pourraient faire office de tampons contre les effets néfastes des crises.
- (iii) Le processus d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques et mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition lors des crises prolongées doit être axé sur le consensus, participatif, transparent, équitable et ouvert, cohérent par rapport aux obligations internationales relatives aux droits de l'homme, efficient et efficace, et impliquer une obligation de rendre compte.
- (iv) Les problèmes de gouvernance sont importants et complexes, en particulier lorsque les acteurs ont tendance à recourir à la violence. De récentes analyses soulignent qu'il est nécessaire de soutenir directement les institutions pour lutter contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées; il est par ailleurs essentiel de renforcer les institutions et structures de gouvernance légitimes pour fournir sécurité, justice, emplois et services sociaux afin de rompre le cycle de la violence. Investir dans des interventions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition peut se révéler efficace pour la promotion d'une meilleure gouvernance au moyen du renforcement de la confiance et de la légitimité, entre autres avantages, et il convient de le faire en parallèle avec les efforts déployés aux niveaux local, national, régional et international.
- (v) *Toutes les parties prenantes* doivent comprendre le pouvoir politique, les intérêts et le cadre de gouvernance qui caractérisent une situation de crise prolongée afin de veiller à ce que les interventions ne nuisent pas aux structures formelles et informelles existantes qui sont efficaces et responsables. Il est essentiel de recenser les systèmes en fonction, au sein des institutions locales et des autres réseaux de parties prenantes existants, qui soutiennent les moyens d'existence et qui permettent leur existence, et ensuite de reconstruire ces systèmes et les cadres institutionnels qui leur sont associés. On contribuera ainsi à la pertinence des mesures, à leur acceptation par les destinataires et à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire, et l'on veillera à ce que le renforcement de la résilience soit ancré dans le contexte local dans toute la mesure possible.
- (vi) Il est important d'éviter tout cloisonnement entre les rôles des différents fournisseurs d'aide, en particulier des fournisseurs d'aide alimentaire et des partenaires gouvernementaux. Fournir une protection sociale risque de conduire, à terme, à une obligation illimitée de fournir des services sociaux de base. Travailler de préférence seulement avec les institutions de la société civile plutôt qu'avec les institutions formelles liées à l'État peut affaiblir les autorités locales et encourager le développement de systèmes de gouvernance parallèles. Pour contrer cette tendance, il faut renforcer en permanence la capacité technique et logistique du gouvernement et des autres institutions locales à jouer des rôles plus centraux dans la fourniture des services et dans la protection sociale.
- (vii) Une mauvaise gouvernance incite davantage à la corruption et laisse plus de place à celle-ci. De la même manière, la corruption fragilise la gouvernance dans la mesure où elle altère les décisions politiques et la mise en œuvre de celles-ci. La promotion de la bonne gouvernance contribue à la lutte contre la corruption. Elle complète les initiatives ciblant la corruption de manière plus directe, telles que les processus participatifs pilotés par les communautés, la sensibilisation du public et le

renforcement de la capacité et l'amélioration du fonctionnement des commissions nationales de lutte contre la corruption, lorsqu'elles existent.

- (viii) À mesure que s'améliore la capacité à garantir une bonne gouvernance, il est important que les partenaires travaillent avec le gouvernement et les autres institutions pour délimiter clairement les rôles et responsabilités de chacun s'agissant de la fourniture des infrastructures et de la sécurité et de la création des conditions propices à la paix et à la stabilité.
- (ix) Les institutions coutumières ou informelles, y compris celles qui sont chargées de la protection sociale, de la résolution des différends et de la justice, prennent souvent la relève des institutions nationales lorsque celles-ci sont défaillantes, pour combler des lacunes importantes. Dans certains cas, elles peuvent avoir un potentiel suffisant pour jouer un rôle déterminant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées.

38. Principe 8 – Veiller à la mise en place de mécanismes de financement pluriannuels, prévisibles et souples, qui soient cohérents par rapport aux plans nationaux et qui établissent un lien entre les réactions et les interventions à court terme et à long terme.

- i) Lorsque les acteurs prennent des engagements de fourniture de ressources, que ce soit aux niveaux national et/ou international, ils doivent tenir compte de la longue période qui sera nécessaire pour améliorer la situation et pour vaincre l'insécurité alimentaire dans une crise prolongée. *Les fournisseurs d'aide* sont encouragés à créer des mécanismes et un financement pluriannuels et souples qui: a) facilitent les approches multisectorielles de lutte contre l'insécurité alimentaire, b) s'attaquent aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux régional et national, et c) soient susceptibles de générer des économies en raison de la réaction précoce et de la planification à plus long terme.
- ii) Les programmes de renforcement de la résilience à long terme doivent pouvoir être adaptés au changement de circonstances. *Les fournisseurs d'aide* sont encouragés à fournir un appui souple, qu'ils pourront adapter rapidement aux difficultés que poseront les crises prolongées et qu'ils pourront intensifier en réponse aux nouveaux chocs et facteurs de stress.
- iii) Il existe déjà une multitude de mécanismes; *les fournisseurs d'aide* doivent étudier de près les questions de savoir comment harmoniser ces mécanismes et mieux les utiliser, et comment améliorer la coordination des différents acteurs. Une plus grande souplesse et le renforcement de la collaboration entre les financements et les programmes de développement et les financements et les programmes humanitaires permettront aux acteurs de mieux définir les responsabilités lorsqu'il s'agit de s'attaquer à la vulnérabilité profonde aux crises, et de concevoir des programmes plus susceptibles d'empêcher que les crises de sécurité alimentaire ne se transforment en situations de nécessité aiguë.
- iv) *Les fournisseurs d'aide* doivent veiller à ce que les restrictions du financement à court terme n'entravent pas les possibilités de renforcement de la résilience. Les interruptions du soutien, ou les retards pris dans celui-ci, y compris ceux d'ordre bureaucratique ou procédural, auront un effet négatif sur la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les communautés vulnérables. Des politiques opérationnelles flexibles, laissant la place à la souplesse et à la capacité d'adaptation aux changements soudains de contexte, sont nécessaires, tout comme les capacités et compétences qui doivent accompagner ces politiques.
- v) Il faut opérer un basculement fondamental pour gérer le risque d'insécurité alimentaire de façon responsable, au moyen du renforcement de la résilience et de l'action et de la réaction anticipées, au lieu de transférer ce fardeau aux populations vulnérables qui sont les moins à même de faire face au problème. Les organisations doivent adopter une approche de gestion du risque et non d'aversion pour le risque afin de stimuler une réaction précoce aux premiers signaux d'alerte d'une crise, et ainsi sauver des moyens

d'existence et des vies. Il est essentiel que les professionnels, les pouvoirs publics et les donateurs reconnaissent que même si les prévisions peuvent parfois être fausses, la gestion du risque constitue, de manière générale, une meilleure approche. Ce sont *les pouvoirs publics et la communauté internationale*, et non les populations touchées, qui doivent absorber ce risque.

- vi) La fourniture d'un soutien ne doit pas nuire aux capacités et aux structures de gouvernance locales. En investissant dans la prise de décision au niveau local, par les pouvoirs publics et les communautés, on contribue à ce que les interventions et les programmes restent à la fois bien étayés et réactifs. Il faut favoriser une programmation de l'aide souple, qui permette aux personnes de combiner leurs ressources et capacités aux ressources fournies dans le cadre du soutien national ou international.
- vii) *Les fournisseurs d'aide* doivent donc être prêts à envisager de risquer un niveau accru d'investissement en amont dans les situations de crise prolongée. Même si les raisons de ne pas investir dans la réduction préalable des risques pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées peuvent être impérieuses, cela n'a pas beaucoup de sens à long terme et peut déboucher sur une situation qui nécessitera une aide humanitaire prolongée.

39. Principe 9 – Garantir et intégrer un apprentissage systématique tiré de l'expérience dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées afin d'améliorer continuellement les politiques et mesures.

- i) Les mesures futures doivent s'appuyer sur l'expérience collective, sur les approches testées et éprouvées et sur les leçons tirées par les différentes parties prenantes au cours des nombreuses années qu'elles ont passées à chercher à prévenir et à combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées. La pratique future doit s'accompagner d'approches d'apprentissage systématique et de gestion des connaissances.
- ii) Pour être efficaces, les approches et stratégies doivent rester adaptées au contexte. Il convient de continuer à remettre en question les pratiques et méthodes actuelles, et à adopter des approches nouvelles, améliorées et adaptées au contexte.
- iii) Il convient de continuer à élaborer des mécanismes de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de mesure de la résistance des ménages à l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, afin d'étayer des programmes fondés sur des éléments concrets et d'améliorer sans cesse la situation. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, toutes les parties prenantes doivent avoir la capacité de planifier, de mettre en œuvre et de suivre des programmes et des projets qui traitent de la sécurité alimentaire et de la nutrition lors des crises prolongées.
- iv) Il convient de renforcer la capacité officielle d'alerte rapide et améliorer son efficacité en investissant dans la capacité nationale d'alerte rapide, en s'appuyant sur une analyse exhaustive des capacités disponibles et des besoins actuels dans les zones à risque.
- v) *Les fournisseurs d'aide* doivent envisager de créer des plateformes, des programmes et des processus pour veiller à une action rapide, en intégrant les capacités à court terme dans des programmes à plus long terme qu'ils pourraient adapter et intensifier en réponse aux signaux d'alerte rapide.

40. Principe 10 – Renforcer la responsabilité à l'égard de toutes les parties prenantes, y compris les populations touchées, pour veiller à ce que les mesures de prévention de l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées et les mesures de réaction soient prises rapidement et dans le respect des droits des individus touchés par les crises.

- i) L'absence de responsabilisation est l'une des raisons qui expliquent la persistance de situations graves d'insécurité alimentaire, en particulier dans des crises prolongées où

les structures de gouvernance sont faibles et les institutions démocratiques imparfaites ou absentes.

- ii) *Les institutions et les services des organismes et pouvoirs publics* qui conçoivent et mettent en œuvre les réactions doivent être tenus de rendre des comptes aux populations touchées. Plus spécialement, ils doivent veiller à ce que, tout au long du cycle du programme, tous les segments d'une communauté touchée (compte tenu du sexe, de l'âge et de la diversité) reçoivent les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées, puissent participer à la prise des décisions qui influent sur leur vie, ou être représentés dans cette prise de décisions, et puissent formuler des commentaires et des réclamations sur l'aide ou les services qui leur sont fournis. Il convient tout particulièrement de veiller à ce que les personnes touchées soient protégées contre toute forme d'exploitation ou d'abus, notamment sexuel, par tout intervenant associé à la mise en œuvre de la réaction.
- iii) L'établissement de priorités dans les mesures à prendre s'appuyant sur des données et informations d'alerte rapide, sur la consultation de plusieurs parties prenantes, sur des approches fondées sur les droits de l'homme et axées sur les résultats et sur des objectifs réalistes contribue à favoriser une responsabilisation accrue s'agissant des résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire.
- iv) Il faut créer des outils pour recenser les rôles et fonctions assumés par les différentes parties prenantes dans la lutte contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, afin d'attribuer aux différents acteurs les responsabilités pour les différentes fonctions. Il faut utiliser ces outils pour voir lesquelles de ces responsabilités, s'agissant de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les crises prolongées, sont assumées et lesquelles ne le sont pas, afin de prendre les mesures correctives voulues.
- v) *Tous les acteurs* associés doivent instaurer officiellement des mécanismes efficaces de responsabilité à plusieurs parties prenantes, à tous les niveaux et dans toutes les phases d'une crise prolongée, afin de garantir que les politiques et mesures donneront des résultats.
- vi) *Tous les acteurs* qui appliquent les principes présentés dans le CSA-A4A et les lois et normes existantes qui concernent les interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée doivent répondre de leurs décisions, des mesures qu'ils prennent et des incidences de celles-ci.
- vii) *Toutes les parties prenantes* doivent travailler à des cadres communs pour des approches axées sur les résultats en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, en s'appuyant sur les expériences des plateformes régionales existantes et en cherchant à améliorer les liens entre l'alerte rapide et l'action rapide.
- viii) Le choix d'une réaction sera plus facile à justifier si cette réaction a été testée et s'il a été prouvé qu'elle fonctionnait. Les *acteurs compétents* doivent travailler ensemble pour tester de nouvelles approches et pour démontrer l'efficacité de celles-ci. Grâce à ce type de partenariats, on pourrait contribuer à étayer des programmes communs de long terme et souples, conçus pour être rapides et réactifs, dans les régions vulnérables qui connaissent des crises prolongées. On pourra ainsi: fonder la conception des interventions sur une base concrète afin d'apporter le plus d'avantages à ceux qui en ont besoin; éviter de causer du tort; produire des hypothèses sur les cycles de changement sur lesquelles on pourrait appuyer le suivi; connaître le type et l'ampleur des interventions requises pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

La voie à suivre

- 41. Il incombe à *tous les membres et participants du CSA* de diffuser ces principes et de promouvoir leur utilisation lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et mesures aux niveaux mondial, régional, national et local.
- 42. Cette diffusion s'appuiera sur la mise en œuvre de la stratégie de communication du CSA, qui exploite les réseaux existants.

43. *Les pouvoirs publics nationaux* sont encouragés à faciliter et à institutionnaliser volontairement des processus à plusieurs parties prenantes impliquant les éléments suivants:
- i) le recours aux principes du CSA-A4A aux fins de l'examen et du développement des politiques, des mesures, des investissements et des capacités institutionnelles nationaux pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées;
 - ii) le partage des plans et des enseignements tirés avec les autres parties prenantes du CSA, notamment les documents de politique et de stratégie, les directives opérationnelles, les outils et les conclusions des évaluations (par exemple en passant par une plateforme de connaissances à plusieurs parties prenantes).
44. Il s'agit notamment d'examiner, d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et mesures dans les zones à risque et dans les zones touchées, ainsi que dans les autres pays dont les politiques et mesures peuvent avoir une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans des crises prolongées, s'agissant notamment de la coopération et de l'aide internationales.
45. *Les donateurs, les partenaires de coopération, les organisations internationales, les entreprises et les organisations de la société civile* sont également encouragés à faciliter la mise en place de leurs propres processus participatifs d'examen des politiques et mesures, et à partager les enseignements qu'ils tirent et leurs plans pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, par l'intermédiaire du CSA.
46. L'examen et le suivi des politiques et mesures doivent être conformes aux cinq principes énumérés dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition^{vii} et s'appuyer sur le «Cadre de suivi des décisions du CSA»^{viii}, approuvé par le CSA. Le suivi doit permettre de garantir que les responsables rendent des comptes aux populations à risque et aux populations touchées, et permettre à celles-ci de formuler des observations pendant la mise en œuvre des politiques et des mesures. Les mécanismes de suivi doivent s'appuyer sur les mécanismes existants aux niveaux mondial, régional, national et local.
47. Les principes énoncés dans le présent document fournissent une base par rapport à laquelle on pourra mesurer les progrès réalisés. Ils permettent à toutes les parties prenantes de définir si les mesures qu'elles proposent, et les mesures des autres, sont adaptées et pertinentes, et de rendre des comptes à ce sujet.
48. Le CSA est l'encontre mondiale dans laquelle tous les acteurs compétents peuvent tirer des enseignements des expériences des uns et des autres, et évaluer les progrès réalisés dans la concrétisation des objectifs et objets du CSA-A4A, ainsi que la pertinence, l'efficacité et l'impact des principes d'action.
49. Les principes du CSA-A4A seront intégrés dans les futures versions du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CSA devra les examiner et les actualiser tous les cinq ans en s'appuyant sur les enseignements tirés.
50. Au niveau mondial, *le Bureau et le Groupe consultatif du CSA* doivent superviser la création et les travaux d'un groupe de travail technique à plusieurs parties prenantes. Ce groupe de travail doit: fournir et faciliter un soutien, selon les demandes, aux régions et aux pays en vue de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des politiques et mesures; compiler et diffuser les enseignements tirés (par exemple au travers d'une plateforme de connaissances); aider le CSA à actualiser les principes d'action. Il convient d'utiliser les capacités existantes chaque fois que c'est possible. Le groupe de travail doit faire rapport au Bureau et au Groupe consultatif du CSA au moins une fois par an et selon les orientations adoptées dans un Cadre de suivi des décisions du CSA.

Notes

ⁱ Aux fins du présent document, l'expression «sécurité alimentaire» est utilisée dans le sens qui lui est donné dans le «Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition». Il est entendu que la dimension nutritionnelle fait partie intégrante de la notion «insécurité alimentaire». À cet égard, on utilise aussi parfois, pour plus de clarté ou de précision, l'expression «sécurité alimentaire et nutrition».

ⁱⁱ On notera que la méthode utilisée dans l'édition 2010 de l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde s'appuie sur trois des critères mesurables possibles, et que la liste qui y figure n'est pas définitive.

ⁱⁱⁱ 2014-2016 Strategic Response Plan: Sahel Region, janvier 2014 (<http://www.unocha.org/cap/appeals/sahel-humanitarian-response-plan-2014-2016>). Aux fins du plan de réponse stratégique, la région du Sahel couvre le Burkina Faso, le nord du Cameroun, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le nord du Nigéria, le Sénégal et la Gambie.

^{iv} Cette hétérogénéité est bien illustrée dans les qualificatifs différents que des acteurs différents donnent aux mêmes situations, parfois au même moment: urgences complexes, crises prolongées, États fragiles ou transitions d'après-conflit. La variété des définitions et des typologies employées, en particulier concernant la notion d'État «fragile», peut avoir des implications pour les politiques et la programmation relatives à la sécurité alimentaire. L'expression «crise prolongée» est préférée car elle porte tant sur les problèmes à court terme que sur les problèmes à long terme, ainsi que sur les multiples causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Voir l'annexe D pour des informations complémentaires.

^v Ces principes sont abordés et développés dans plusieurs instruments, notamment les «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale», approuvées par le CSA.

^{vi} Les principes d'humanité, d'impartialité et de neutralité ont été consacrés dans la résolution A/RES/46/182 de l'Assemblée générale des Nations Unies, celui d'indépendance dans la résolution A/RES/58/114 du même organe.

^{vii} Dans la deuxième version du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition (octobre 2013), on trouve, à la page 55, les cinq principes à appliquer aux systèmes de suivi et de reddition des comptes: a) ils doivent être fondés sur les droits de l'homme, et plus particulièrement sur la concrétisation progressive du droit à une nourriture suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale; b) ils doivent permettre de responsabiliser les décideurs; c) ils doivent être de type participatif et comprendre une évaluation à laquelle participent l'ensemble des parties prenantes et des bénéficiaires, y compris les plus vulnérables; d) ils doivent être simples mais complets, précis, ponctuels, compréhensibles pour tous et assortis d'indicateurs ventilés par sexe, âge, région, etc., portant sur l'impact, les processus et les résultats escomptés; e) ils ne doivent pas faire double emploi avec des systèmes déjà en place, mais plutôt faire fond sur ces derniers et renforcer les capacités nationales en matière de statistique et d'analyse.

^{viii} CFS 2013/40/8 (<http://www.fao.org/docrep/meeting/029/mi320f.pdf>).